

STRATEGIE D'ENGAGEMENT DE LA SOCIETE CIVILE

APERCU

La Stratégie d'Engagement de la Société Civile a été développée suite aux demandes, émanant des organisations de la société civile engagées dans les processus du GFF en faveur d'une approche permettant de renforcer l'engagement de la société civile ainsi que l'efficacité de ses contributions pour la réalisation des objectifs du GFF, des dossiers d'investissement nationaux et, de la Stratégie Mondiale pour la Santé des Femmes, des Enfants et des Adolescents.

Le projet de stratégie a été examiné par plus de 250 partenaires dans 28 pays et cela, à travers un processus consultatif mené par le Groupe de Coordination des OSC et soutenu par les représentants de la société civile auprès du Groupe des Investisseurs (GI) et par le Partenariat pour la Santé de la Mère, du Nouveau-Né et de l'Enfant. Ce processus consultatif a inclus : une réunion de la société civile organisée à Dar es Salaam en novembre 2016 ; diverses revues menées par le Groupe de Coordination des OSC ; une sensibilisation conduite par le Groupe de Coordination des OSC auprès du Secrétariat du GFF et des membres du GI ; des séminaires en ligne et des téléconférences ; des réunions organisées au sein des pays comme le premier Forum Trimestriel Interactif du Nigeria organisé pour les organisations de la société civile et les entités gouvernementales œuvrant dans le secteur de santé ; ainsi que des enquêtes en ligne accessibles au public du 14 février au 14 mars 2017.

RESUME DES CONCLUSIONS

Ce document définit la façon dont la société civile peut renforcer les processus du GFF et contribuer à l'amélioration de la santé des femmes, des enfants et des adolescents et cela, de manière unique et critique. Il identifie également les défis entravant un engagement optimal de la société civile et énonce les rôles et responsabilités proposés pour les diverses parties prenantes afin de promouvoir un engagement significatif de la société civile.

La stratégie est ancrée dans une approche qui appui un engagement efficace de la société civile au sein des Plateformes Nationales ; renforce les Coalitions d'OSC aux niveaux national et mondial ; et soutient la société civile dans le cadre du rôle décisif qu'elle joue en matière de redevabilité.

ACTION REQUISE

Il est demandé au Groupe des Investisseurs d'approuver la Stratégie d'Engagement de la Société Civile et de discuter des options et des opportunités potentielles pour sa mise en œuvre, incluant l'affectation de ressources pour soutenir un engagement efficace et significatif de la société civile dans le cadre du GFF et cela, particulièrement au niveau des pays.

STRATÉGIE D'ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La société civile comprends l'ensemble des organisations formelles et informelles, non-gouvernementales et à but non-lucratif qui représentent publiquement les intérêts, les idées et les valeurs des citoyens et de leurs membres.¹ Les organisations de la société civile (OSC) englobent un large éventail de groupes comme: les organisations non-gouvernementales internationales (ONGI), les groupes de plaidoyer régionaux et nationaux, les organisations de prestation de services, les organisations à base communautaire, les coalitions de jeunes, les associations professionnelles, les groupes et les prestataires de services à base confessionnelle, les groupes autochtones, les organismes de bienfaisance, les institutions universitaires et de recherche et, plus encore.

SOMMAIRE

La valeur de l'engagement et des contributions de la société civile pour l'avancement de la santé reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (SRMNEA) et de la nutrition est bien documentée (cf. Encadré 2 et Annexe 3 pour exemples). Les initiatives mondiales et les mécanismes de financement les plus importants ont ouvert la voie en indiquant quels processus sont requis pour un engagement efficace et significatif de la société civile ainsi qu'en documentant les résultats démontrant que ces efforts conduisent à un meilleur ciblage des communautés les plus vulnérables, une meilleure redevabilité, mobilisation des ressources et de meilleurs résultats en matière de santé². À ce jour, l'engagement de la société civile dans le cadre du GFF a d'ores et déjà produit des résultats positifs, comme l'alignement du Dossier d'Investissement et du Plan de Mise en Œuvre Chiffré de la planification familiale en Ouganda et, l'inclusion de la nutrition dans le Dossier d'Investissement au Cameroun (cf. l'Encadré 1).

Les capacités de la société civile n'ont néanmoins pas été pleinement exploitées en raison des obstacles entravant leur engagement. Pour tirer pleinement parti des compétences et de l'expertise que la société civile doit apporter au Mécanisme de Financement Mondial (GFF), des systèmes et des processus clairs et stratégiques seront établis pour améliorer la communication, la transparence et la consultation, ainsi que pour aligner la société civile et renforcer ses capacités. Tous les partenaires du GFF devront s'engager à implémenter ces systèmes et ces processus. Le renforcement des Plateformes Nationales à multiples parties prenantes, des Coalitions d'OSC et des activités de la société civile en matière de redevabilité seront au cœur des efforts menés pour renforcer l'engagement de la société civile, et cela, avec le soutien du Groupe de Coordination mondiale des OSC ; du Partenariat pour la Santé de la Mère, du Nouveau-Né et de l'Enfant (PSMNE) ; du Secrétariat du GFF ; du Groupe des Investisseurs du GFF ; et, d'autres partenaires.

¹ Nations Unies. [Société Civile](#). Consultée le 10 octobre 2016.

² Hurd S, Wilson R and Cody A. [Civil Society Engagement in the Global Financing Facility: Analysis and Recommendations](#). Global Health Visions and Catalysts for Change. Février 2016.

Mokoro 2015. [Independent Comprehensive Evaluation of the Scaling Up Nutrition Movement: Final Report – Main Report and Annexes](#). Oxford: Mokoro Ltd, 1 Mai 2015.

Sherry J, S Mookherji, and L Ryan. [The Five Year Evaluation of the Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis, and Malaria: Synthesis of Study Areas 1, 2, and 3](#). Macro International, Mars 2009.

Les gouvernements nationaux doivent travailler en partenariat avec la société civile pour opérationnaliser les normes et les principes décrits dans la *Note d'Orientation du GFF : Plateformes Nationales Inclusives à Multiples Parties Prenantes en Soutien à Chaque Femme Chaque Enfant*³, et cela, tout en reconnaissant et en priorisant une évaluation indépendante et la redevabilité.

La société civile est extrêmement diversifiée et différents types d'OSC peuvent apporter une variété de connaissances et de compétences au GFF. Ce document énonce la stratégie d'engagement de la société civile dans le cadre du GFF aux niveaux infranational, national et mondial. Le public visé comprend : la société civile, les gouvernements nationaux, le PSMNE, le Secrétariat du GFF, le Groupe des Investisseurs du GFF, les donateurs et d'autres parties prenantes intéressées. Il souligne l'unique valeur ajoutée de la société civile pour l'amélioration de la SRMNEA, décrivant l'étendue de son expertise ainsi que son ancrage au sein d'un large éventail de communautés, incluant les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables. En outre, le document décrit également les rôles et les responsabilités de la société civile, des gouvernements nationaux et des partenaires pour assurer que la valeur ajoutée de la société civile puisse être optimisée et mobilisée en soutien au GFF et, en faveur de la réalisation d'objectifs communs. Ces rôles et responsabilités s'appuient sur des structures, processus, coalitions et plateformes existants afin de favoriser un alignement avec d'autres initiatives et d'autres mécanismes financiers mondiaux d'importance, comme Gavi, le Fonds mondial, SUN et UHC2030.

Cette stratégie s'articule autour des objectifs suivants :

BUT : La société civile participe concrètement au GFF, du niveau infranational aux niveaux national et mondial, de telle sorte que l'ensemble de ses compétences et de son expertise peut contribuer à l'identification et à la réalisation d'objectifs communs, incluant les objectifs du GFF, des pays du GFF, de la [Stratégie Mondiale pour la Santé des Femmes, des Enfants et des Adolescents](#) et des Objectifs de Développement Durable.

OBJECTIF : Les parties prenantes du GFF s'accorderont et agiront en fonction de rôles et de responsabilités clairement définis pour améliorer l'engagement de la société civile dans le cadre du GFF afin de contribuer à l'amélioration – à tous les niveaux – des systèmes et des processus du GFF, et cela, en plaçant l'accent sur le développement, la mise en œuvre et la redevabilité des Dossiers d'Investissement et des stratégies de financement de la santé dans les pays du GFF.

En outre, trois sous-objectifs guideront l'approche stratégique adoptée pour la mise en œuvre de la stratégie :

- 1) Fournir un appui aux **plateformes nationales** pour favoriser une participation concrète de la société civile dans la réalisation d'objectifs communs et cela, à travers la mise en œuvre de la *Note d'Orientation du GFF : Plateformes Nationales Inclusives à Multiples Parties Prenantes en Soutien à Chaque Femme Chaque Enfant*.
- 2) Renforcer les **coalitions d'OSC** aux niveaux national et mondial pour améliorer l'alignement ainsi que les capacités de la société civile et, pour rationaliser la communication et l'assistance technique.

³ PSMNE, Chaque Femme Chaque Enfant, H6, GFF. Note d'Orientation : Plateformes Nationales Inclusives à Multiples Parties Prenantes en Soutien à Chaque Femme Chaque Enfant. Novembre 2017.

- 3) Améliorer la **redevabilité du GFF** en renforçant les capacités de la société civile, en soutenant le rôle joué par la société civile en matière de redevabilité et, en accroissant la transparence ainsi que l'espace fourni à la redevabilité au sein des processus du GFF.

Dans une optique d'opérationnalisation, cette stratégie sera révisée et approuvée de manière conjointe par la société civile (représentée par les porte-paroles de la société civile au sein du Groupe des Investisseurs du GFF), le Secrétariat du GFF et le Groupe des Investisseurs du GFF. Une fois cette stratégie, couplée à une allocation de ressources adéquate, est approuvée par le Groupe des Investisseurs, un plan d'action assorti d'un calendrier et d'un budget sera développé dans les six mois afin d'assurer la mise en œuvre de la stratégie, et cela, avec des mesures appropriées incluant une définition claire des rôles et les responsabilités des partenaires principaux. En plus d'un engagement régulier et significatif dans les processus du GFF (tel que décrit dans ce document), le Groupe des Investisseurs du GFF établira la « Société Civile » en tant point régulier de son agenda. En outre, les représentants des OSC et le Secrétariat du GFF fourniront des comptes rendus annuels sur les orientations stratégiques exposées dans ce document, et cela, à l'occasion de la dernière réunion de l'année du Groupe des Investisseurs ; les représentants de la société civile au sein du Groupe des Investisseurs mèneront également des discussions téléphoniques trimestrielles avec le Secrétariat du GFF pour parler des défis et des opportunités éventuellement rencontrés au cours de la mise en œuvre de la stratégie. À mesure que les voies adoptées pour l'engagement de la société civile murissent, des discussions et des consultations conduites de manière continue entre le Groupe des Investisseurs et la société civile contribueront à une révision de la stratégie, selon les besoins.

CONTEXTE

Le GFF cherche à contribuer aux efforts menés au niveau mondial, ainsi qu'à la dynamique mondiale actuelle, pour mettre fin aux décès évitables de femmes, d'adolescents, d'enfants et de nouveau-nés dès 2030 et améliorer leur santé et leur qualité de vie, et cela, à travers une mobilisation significative de ressources afin de combler le déficit de financement de la SRMNEA et d'améliorer l'efficacité des dépenses à travers le temps. Le GFF a pour but d'élargir, d'accélérer et d'orienter les ressources nationales et internationales pour étendre le financement durable de la SRMNEA en soutien à Chaque Femme Chaque Enfant, à la Stratégie Mondiale pour la Santé des Femmes, des Enfants et des Adolescents et, à l'objectif lié au financement de la santé des Objectifs de Développement Durables (ODD). La réalisation de ces objectifs nécessitera l'adoption d'une approche holistique et globale qui s'appuie sur les forces respectives des acteurs intéressés.

[Le Plan d'Affaires du GFF](#)⁴ décrit les opérations, la structure et la gouvernance du GFF aux niveaux national et mondial. Au niveau mondial, la structure de gouvernance du GFF inclut le [Groupe des Investisseurs](#) – constitué de représentants des gouvernements des pays du GFF ; du Bureau du Secrétaire Général des Nations Unies ; de l'UNICEF ; de l'UNFPA ; de l'Organisation Mondiale de la Santé ; de la Banque Mondiale, de Gavi ; du Fonds Mondial ; du PSMNE ; des donateurs bilatéraux ; des fondations privées ; du secteur privé ; et, des OSC. Le Groupe des Investisseurs du GFF fournit également une supervision. Le Groupe des Investisseurs compte deux représentants de la société civile, soutenus par deux suppléants (*d'avantage d'informations sur la sélection et le rôle des représentants de la société civile sont disponibles*

⁴ [Plan d'Affaires du GFF](#), Banque Mondiale, Juin 2015.

à la p.7)⁵. [Le Secrétariat du GFF](#), hébergé à la Banque Mondiale, apporte un soutien en matière de gouvernance et d'activités quotidiennes et, appuie divers processus du GFF au sein des pays.

Au niveau national, le GFF est géré par une Plateforme Nationale à multiples parties prenantes responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi du Dossier d'Investissement et de la stratégie de financement de la santé. La Plateforme Nationale est également responsable de la coordination de l'assistance technique et de la mobilisation des ressources, et cela, en collaboration et conformément à la planification plus large du secteur de la santé et des processus de financement. La Note d'Orientation du GFF sur les Plateformes Nationales⁶ fournit des recommandations et des standards minimums sur la composition, les fonctions et les processus inhérents aux plateformes nationales à multiples parties prenantes et qui s'avèrent essentiels à une mise en œuvre réussie de la Stratégie Mondiale, incluant celle du GFF. La Note d'Orientation du GFF sur les Plateformes Nationales souligne l'importance de s'appuyer sur une plateforme existante, sur le leadership du Ministère de la Santé et sur un engagement multipartite, impliquant une collaboration avec le Partenariat du H6 (ONUSIDA, UNFPA, UNICEF, OMS, ONU Femmes, et la Banque Mondiale) et avec le PSMNE afin d'aider les pays à renforcer leurs processus et leurs plateformes de SRMNEA pour réaliser la Stratégie Mondiale. La Note d'Orientation sur les Plateformes Nationales et le Plan d'Affaires du GFF soulignent le fait que toutes les parties prenantes de la SRMNEA, y compris la société civile, doivent pouvoir contribuer au processus d'identification des investissements prioritaires ainsi qu'au développement et à l'implémentation des programmes du GFF.

La société civile est bien placée pour apporter ses connaissances et son expertise uniques et diversifiées ; ses liens privilégiés avec les communautés que le GFF vise à desservir ; ainsi que ses compétences en matière de plaidoyer, de redevabilité et de mobilisation des ressources et cela, de façon à consolider les résultats du GFF et à accélérer la mise en œuvre des stratégies. La société civile a notamment déjà produit des effets positifs dans les contextes où elle a été systématiquement incluse (cf. Encadré 1).

⁵ Au moment de la rédaction de ce document, (mars 2017), les deux sièges de la société civile au sein du Groupe des Investisseurs du GFF sont occupés par Angela Mutunga de Advance Family Planning/Jhpiego, et par Aminu Magashi Garba de African Health Budget Network.

⁶ PSMNE, Chaque Femme Chaque Enfant, H6, GFF. Note d'Orientation, à venir

Bien que la société civile ait été reconnue dans le Plan d’Affaires du GFF comme un acteur majeur des processus du GFF, tant au niveau mondial que national⁷, son engagement au niveau des pays a été très variable. Étant donné que les défis et les succès principaux de cet engagement ont été documentés, les enseignements tirés de ces expériences peuvent participer au renforcement des processus à venir⁸. En outre, contrairement aux autres mécanismes et, bien que le GFF soit un mécanisme de financement unique et nouveau, il est également possible de tirer des enseignements précieux d’autres initiatives et d’autres fonds majeurs opérant au niveau mondial – incluant le Fonds Mondial, Gavi et le mouvement « Scaling Up Nutrition » (SUN) – et cela, particulièrement, sur les processus inhérents à l’engagement de la société civile et sur les résultats en découlant.⁹ Les leçons principales dans ce domaine comprennent :

- Une communication et une planification cohérentes et opportunes facilitent l’engagement constructif et plus fructueux d’un large éventail de parties prenantes ;
- Une représentation diversifiée des OSC au sein des principaux organes de gouvernance nationaux et mondiaux, étayée avec des processus de sélection transparents, est essentielle pour obtenir les contributions d’un large éventail d’OSC tout en mobilisant leurs compétences et leur expertise.
- Les plateformes nationales à multiples parties prenantes et les coalitions d’OSC sont essentielles pour favoriser un meilleur dialogue et une meilleure concertation entre la société civile et les gouvernements et, entre les OSC elles-mêmes ; appuyer l’alignement des OSC ; ainsi que pour coordonner l’assistance technique et identifier les besoins et les opportunités en matière de renforcement des capacités et cela, à la fois pour les gouvernements et pour la société civile.
- L’allocation adéquates de ressources pour favoriser une consultation multipartite robuste et un fort engagement, en particulier dans le cas des OSC locales.
- Un engagement significatif de la société civile qui contribue à de meilleurs résultats.

Ce document s’appuie sur les principaux enseignements tirés ainsi que sur la recherche et l’expertise disponibles afin d’établir une stratégie concrète d’engagement de la société civile au sein du GFF et cela, en tirant parti des plateformes existantes et en s’alignant avec d’autres mécanismes et processus mondiaux et nationaux, le cas échéant.

Encadré 1 : Résultats à ce jour de l’Engagement des OSC dans le GFF

- **Ouganda** : La société civile a assuré l’alignement du Dossier d’Investissement avec le Plan national de Mise en Œuvre Chiffré (CIP) établi pour la planification familiale en rencontrant le Ministère de la Santé et d’autres partenaires du développement engagés dans la rédaction du Dossier d’Investissement et en soulignant les objectifs et les stratégies déjà validées dans le CIP.
- **Cameroun** : Les consultations de la société civile avec le Ministère de la Santé ont contribué à inclure la nutrition dans le Dossier d’Investissement. Les représentants de la société civile ont, en effet, pu fournir des données et des informations soulignant la valeur ajoutée des stratégies de nutrition pour la réalisation des objectifs de SRMNEA.

⁷ Banque Mondiale. [Plan d’Affaires du GFF](#), Juin 2015.

⁸ Hurd, Wilson, Cody. Février, 2016. And, Hurd S, and Dia M. Addendum to Civil Society Engagement in the GFF, February 2016 Report. Global Health Visions. Janvier 2017.

⁹ Hurd, Wilson and Cody. Février 2016. And, Hurd S, and Dia M Janvier 2017.

LA VALEUR UNIQUE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR LA SRMNEA

À mesure que les pays étendent et approfondissent leur engagement en faveur du GFF, la société civile joue un rôle de plus en plus important. Les exemples qui commencent à émerger démontrent la façon dont la société civile contribue avec succès aux résultats obtenus à ce jour par le GFF (cf. Encadré 1). Néanmoins, la société civile a longtemps fait figure de chef de file contribuant de façon considérable aux succès et aux avancées réalisés pour la SRMNEA. Cette expérience, vaste et diversifiée, doit être mise à profit pour le GFF.

À travers tout le continuum de la SRMNEA, une myriade d'OSC travaillent sur un ou plusieurs des problèmes majeurs entravant la santé et le bien-être des femmes, des enfants, des adolescents et des communautés. Les perspectives offertes par la société civile sont inégalées en raison de leur accès direct aux utilisateurs finaux et aux membres de la communauté. À travers le **plaidoyer** pour des ressources et des politiques **permettant de faire entendre les voix des populations affectées et mettant l'accent sur le suivi et la redevabilité, la mise en œuvre, la recherche et l'assistance technique**, les OSC contribuent de manière décisive à accélérer les progrès réalisés pour la SRMNEA (cf. Encadrés 2 et 3). Les OSC locales, ainsi que celles qui représentent les communautés marginalisées, apportent souvent des perspectives et des compétences, certes différentes, mais tout aussi précieuses que celles des grandes OSC internationales. Nombre d'entre elles peuvent, en effet, fournir des services et assurer l'engagement des communautés dans des lieux que les gouvernements ne sont pas en mesure d'atteindre. Et, du fait de la nature indépendante des OSC, elles peuvent être amenées à revêtir un important rôle de supervision en assurant la redevabilité des décideurs.

Les OSC travaillent souvent de façon transversale avec d'autres secteurs de santé et de développement ayant un impact significatif sur la SRMNEA, incluant la nutrition, l'éducation, le genre, le WASH (eau, assainissement, hygiène) et bien d'autres encore. Les OSC jouent également un rôle essentiel dans le développement de mécanismes innovants de

Encadré 2 : Exemples de Contributions faites par les OSC pour la SRMNEA

- ✓ **Plaidoyer** : En Zambie, l'Association pour la Planification Familiale de la Zambie et le Centre pour la Santé Reproductive et l'Éducation ont travaillé avec le gouvernement pour rétablir une ligne budgétaire pour la fourniture de produits essentiels de santé reproductive, et cela, avec une part importante de revenus générés localement.
- ✓ **Suivi et Redevabilité** : L'Alliance du Ruban Blanc de l'Ouganda a collaboré avec des sages-femmes locales, des agents de santé de district et des membres de la communauté pour évaluer les services de santé et cerner les lacunes existantes en matière de services, de fournitures et de personnel de santé. Ensuite, elle a travaillé avec les représentants du gouvernement pour répondre aux lacunes et aux défis identifiés dans le cadre des évaluations, comme la formation et le déploiement d'agents de santé supplémentaires, une meilleure disponibilité des produits vitaux et la résolution des lacunes infrastructurelles.
- ✓ **Mise en œuvre** : Au Liberia, le Ministère de la Santé s'est récemment associé à Plan International Liberia pour tirer parti de son expertise et de ses compétences pour distribuer des moustiquaires imprégnées d'insecticide à effet prolongé pour prévenir le paludisme parmi plus de 930 000 foyers, y compris ceux étant les plus difficiles d'accès.

Pour davantage d'exemples et de citations, veuillez-vous référer à l'Annexe 3.

financement et dans la promotion de partenariats public-privé. Cette prise de conscience et cette collaboration seront essentielles pour atteindre les objectifs inhérents au GFF et à la Stratégie Mondiale ainsi qu'aux ODD. La société civile a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration de la Stratégie Mondiale et demeure un partenaire clé dans sa mise en œuvre ainsi que dans le cadre de sa redevabilité.

L'étendue de l'expertise des OSC ainsi que leur proximité à une multitude de communautés différentes les positionnent de façon unique pour garantir que les efforts menés à travers le GFF pour améliorer la SRMNEA sont fondés sur des preuves, reflètent les besoins des groupes ciblés et, disposent de politiques et de ressources efficaces permettant d'atteindre des résultats. Engager la société civile *dès le début* au sein du GFF – y compris les populations affectées comme les femmes et les adolescents – permettra aux pays de tirer parti de ses compétences, de ses expériences et de ses fonctions pour la conception, la mise en œuvre et le suivi des Dossiers d'Investissement et des stratégies de financement de la santé. L'accent rigoureusement placé par le GFF sur les résultats bénéficiera également de la contribution de la société civile.

Les rôles et fonctions de la société civile les plus valorisés et les résultats qu'ils peuvent produire sont résumés dans l'Encadré 3, ci-dessous ; pour des exemples spécifiques pour chaque fonction, voir les Encadrés 2 et 3.

Encadré 3. Les fonctions clés des OSC : Insuffler un changement et assurer l'obtention de résultats pour la SRMNEA¹⁰

Les OSC contribuent de différentes manières à la réalisation de résultats de SRMNEA tangibles, comme cela est décrit ci-dessous. Chacune de ces fonctions peut être mobilisée pour soutenir les Dossiers d'Investissement nationaux, les objectifs du GFF ainsi que la Stratégie Mondiale :

- ✓ **Plaidoyer : Mobiliser les ressources et stimuler le changement de politique** – Dans de nombreux pays, le plaidoyer et l'engagement des OSC auprès du gouvernement et des donateurs contribuent à la priorisation politique de questions souvent négligées (par ex : la planification familiale, les maladies non transmissibles) et à la mobilisation de nouvelles ressources pour y répondre. La société civile est souvent le moteur de changement politique requis pour créer un environnement propice à l'expansion d'interventions efficaces. Les OSC appuient également le plaidoyer local et les groupes communautaires qui ont un impact sur la mise en œuvre de la politique au niveau local ; et, à ce titre, elles travaillent avec les médias pour souligner les problématiques et les priorités clés.
 - *Pour le GFF, les OSC peuvent préconiser l'intégration des domaines négligés à fort impact dans les Dossiers d'Investissement ; ainsi que plaider pour des politiques et mobiliser des ressources capables de soutenir la mise en œuvre des Dossiers d'Investissement.*

¹⁰ L'encadré 2 s'appuie sur le tableau issu de : Dennis. [Civil Society Guide to the GFF](#). PAI, Octobre 2016.

- ✓ **Surveillance et redevabilité : Rendre les gouvernants redevables pour garantir des résultats** - Les OSC jouent un rôle essentiel pour faire en sorte que les gouvernements et les donateurs rendent compte de leurs engagements à travers un examen ciblé, une surveillance accrue et des actions aux niveaux mondial, régional, national et infranational.¹¹ Lorsqu'elles sont bien exécutées, les activités axées sur la redevabilité amplifient les expériences des communautés locales, et aident à identifier les obstacles. Ces activités font également entendre la voix des citoyens auprès des décideurs pertinents permettre une réponse systématique, favoriser l'appropriation des programmes par les citoyens et, assurer la durabilité des investissements. Les mécanismes de redevabilité sociale créent également une boucle de rétroaction pour que la société civile puisse améliorer ses programmes ainsi que ses services, et cela, en fonction d'une information stratégique.
 - *Afin de soutenir la redevabilité du GFF, les OSC peuvent suivre les processus et les résultats du GFF de façon indépendante : elles peuvent évaluer les opérations de la Plateforme Nationale grâce à la Note d'Orientation sur les Plateformes Nationales ; suivre la mise en œuvre des plans d'action des Dossiers d'Investissement au niveau infranational ; vérifier les résultats publiés ; et, suivre les indicateurs financiers clés du GFF de façon indépendante.*

- ✓ **Élever la voix des populations touchées : Veiller à ce que les politiques et les programmes reflètent les besoins et les priorités des communautés locales** - Les OSC dispose d'une expérience, d'un rayonnement et de relations communautaires, y compris avec les communautés marginalisées, permettant de garantir que les programmes, les services et les politiques sont informés et façonnés pour ceux qu'ils affectent directement. En outre, partager une information portant sur les politiques de santé et les droits en matière de santé avec les communautés peut augmenter la demande pour des services de qualité. Dans certains contextes, les OSC peuvent avoir accès à des communautés que les acteurs gouvernementaux ne peuvent pas atteindre, ce qui rend leur participation encore plus décisive.¹²
 - *Au sein du GFF, la société civile peut s'assurer que les priorités des communautés locales sont reflétées dans les Dossiers d'Investissement. Elle peut également aider à faire en sorte que les contributions des communautés informent la conception et le suivi des programmes et des services importants de SRMNEA menés par les gouvernements.*

- ✓ **Mise en œuvre : Améliorer les résultats en matière de santé en introduisant et en étendant des solutions fondées sur l'expérience et ciblant les plus vulnérables** – Dans de nombreux pays, les OSC fournissent une large partie des programmes et des services de santé, en particulier lorsque les services gouvernementaux ne parviennent pas à atteindre toutes les populations.¹³ Les OSC font également souvent figures de chefs de file dans le pilotage d'approches innovantes et/ou dans la facilitation d'un accès équitable aux innovations en matière de prestation de services, d'intégration, d'amélioration de la

11 Chaque Femme Chaque Enfant. 2015.

12 Chaque Femme Chaque Enfant. 2015.

13 Gavi, l'Alliance pour le Vaccin. [Civil Society Organisation Support](#). Consultée le 10 Octobre 2016

qualité, de création de la demande et de technologies de la santé ; et, elles jouent également un rôle pionnier dans le renforcement des systèmes de santé – ce qui s'avère crucial pour les avancées de la SRMNEA.

- *La société civile peut appuyer la mise en œuvre des Dossiers d'Investissement du GFF, en particulier à travers la mise en place de programmes et de services ciblant les communautés marginalisées et, à travers une collaboration avec le gouvernement et les autres partenaires pour étendre les interventions et les innovations fondées sur des preuves.*

✓ **Recherche & Analyse des Données : Mener les services et les programmes de façon efficace** - Les OSC sont particulièrement bien placées pour stimuler la recherche et l'analyse des données qui sont essentielles afin de déterminer les services et les programmes les plus efficaces. Cela comprend la collecte de données probantes sur les obstacles et les lacunes auxquels sont confrontées les communautés lorsqu'elles désirent accéder aux services et aux programmes de santé ; le pilotage et la documentation de nouvelles interventions et de bonnes pratiques dans le cadre de la prestation de services ; l'amélioration des systèmes d'approvisionnement ; et, plus encore.

- *Pour soutenir les Dossiers d'Investissement du GFF, la recherche et l'analyse de données menées par les OSC peuvent être exploitées pour piloter et documenter les interventions et les services de santé importants de la SRMNEA, pour identifier les lacunes en matière de prestation de services et, pour déterminer les programmes nécessaires afin de réaliser les objectifs nationaux.*

✓ **Assistance Technique (AT) : Aider les décideurs à mettre en œuvre des politiques et des programmes basés sur les meilleures données disponibles** – L'étendue des connaissances techniques des OSC complète et renforce le travail de planification et de mise en œuvre des programmes effectué par les gouvernements, les donateurs et le secteur privé au niveau national.¹⁴ Il s'agit de l'un des trois piliers interconnectés qui sous-tendent la mise en œuvre de la Stratégie Mondiale. Cette assistance technique peut viser les politiques, la planification et la mise en œuvre ; et, elle permet d'orienter les ressources de manière ciblée, là où elles sont les plus nécessaires et auront le plus grand impact.

- *Pour le GFF, les OSC peuvent fournir une AT pour apporter un soutien supplémentaire ou combler les lacunes techniques entravant le développement des Dossiers d'Investissement fondés sur des preuves ; et, pour appuyer les politiques et les directives nationales, les stratégies de financement de la santé, les cadres de résultats, les plans et les systèmes de mise en œuvre – et bien plus encore.*

¹⁴ Chaque Femme Chaque Enfant. [Global Strategy for Women's, Children's and Adolescents Health : Survive, Thrive, Transform](#). Septembre 2015.

OBJECTIFS STRATEGIQUES ET APPROCHE

Afin d'atteindre les objectifs généraux de la Stratégie d'Engagement de la Société Civile pour une participation de la société civile au sein des processus nationaux du GFF, l'approche stratégique se décline en trois sous-objectifs :

- 1) **Plateformes Nationales** sont appuyées pour assurer un engagement significatif de la société civile en soutien à des objectifs communs, et cela, à travers une mise en œuvre réussie de la *Note d'Orientation du GFF : Plateformes Nationales Inclusives à Multiples Parties Prenantes en Soutien à Chaque Femme Chaque Enfant*
- 2) **Les Coalitions d'OSC aux niveaux national et mondial** sont renforcées pour accroître l'alignement de la société civile, renforcer ses capacités, ainsi que pour rationaliser ses communications et l'assistance technique.
- 3) **La redevabilité du GFF** est renforcée à travers un renforcement des capacités de la société civile, l'apport d'un soutien supplémentaire pour qu'elle puisse jouer son rôle en matière de redevabilité et, d'un soutien pour l'amélioration de la transparence ainsi que de l'espace disponible pour la redevabilité dans le processus du GFF.

Pour atteindre ces sous-objectifs, un large éventail d'acteurs doit s'engager à améliorer les structures et les processus du GFF de manière stratégique, incluant : **la société civile** elle-même, **les gouvernements nationaux** et **le leadership, les partenariats et les donateurs du GFF**. Une synthèse des rôles et des responsabilités des différents acteurs est fournie ci-dessous et résumée dans les tableaux 1, 2 et 3. **Ces structures et processus permettront d'établir des points d'entrée standards ainsi que des opportunités pour un engagement de la société civile. Néanmoins, il reviendra tout de même aux gouvernements et aux plateformes nationales à multiples parties prenantes de décider de la façon exacte de tirer parti des capacités et de l'expertise uniques de la société civile, et cela, au-delà de ces structures et en fonction des contextes et des besoins de chaque pays.** D'autres parties prenantes ont également un rôle important à jouer afin de définir comment les plateformes nationales tireront parti de la société civile. Par exemple, le PSMNE peut travailler en étroite collaboration avec les plateformes nationales pour identifier les lacunes pouvant être comblées par la société civile et, peut fournir un appui pour des consultations robustes et inclusives avec la société civile. En outre, la société civile pourra organiser des réunions avec les représentants clés des gouvernements et d'autres groupes au sein de la Plateforme Nationale afin de faire des recommandations pour un engagement efficace de la société civile.

La société civile est enthousiaste à l'idée de répondre aux besoins des gouvernements dans le cadre du GFF. Les OSC qui souhaitent obtenir davantage d'information, fournir des commentaires et des rétroactions, ou identifier des opportunités d'engagement peuvent se référer à l'Annexe 1 ainsi qu'au [Civil Society Guide to the GFF](#).

Encadré 4 : L'engagement des Organisations Communautaires et Locales et des Représentants des Groupes Marginalisés

- **Une représentation de la société civile au sein des Plateformes Nationales** : Les représentants des OSC doivent être sélectionnés par leurs pairs et devraient être sélectionnés par une coalition de la SRMNEA, et pour encourager un processus de consultation plus large, ils devraient aussi être issus d'organisations de taille et de portée différentes. Les représentants des OSC doivent également appartenir à des organisations de tailles et de portée différentes et, un Cahier des Charge doit être développé pour définir les spécificités du processus de sélection. Les représentants de la société civile doivent partager les résultats inhérents au processus de sélection avec leurs réseaux en portant une attention particulière aux OSC de petite taille et aux OSC représentant les groupes marginalisés.
- **Consultations** : Les plateformes nationales développeront un plan d'engagement pour les diverses parties prenantes et, des consultations seront menées de façon continue. En outre, une participation d'un large éventail d'OSC, incluant les OSC communautaires et les OSC représentant les groupes marginalisés, sera nécessaire afin de faire entendre les voix des OSC tout au long des processus de développement inhérents aux Dossiers d'Investissement et aux stratégies de financement de la santé, et cela, pour soutenir la mise en œuvre, le suivi et la redevabilité.
- **Coalitions d'OSC de la SRMNEA** : Une forte coalition (ou des coalitions) au niveau national formera l'épine dorsale des communications et des consultations entre les représentants des OSC communautaires, de la société civile au sein de la Plateforme nationale, le Groupe de Coordination mondiale des OSC et les OSC membres du Groupe des Investisseurs. Les coalitions de la SRMNEA doivent déployer des efforts particuliers pour cibler et inclure les OSC communautaires et celles représentant les groupes marginalisés dans le cadre de leur réunion et de leur communication.

*Pour obtenir davantage de recommandations ainsi que des informations sur les normes minimales des plateformes nationales qui soutiennent l'engagement des OSC communautaires, veuillez consulter la *Note d'orientation sur Plateformes nationales inclusives à multiples parties prenantes*.

LES PARTENAIRES DU GFF : ROLES ET RESPONSABILITES EN SOUTIEN AUX OBJECTIFS STRATEGIQUES

1. Rôles et Responsabilités : la Société Civile

Renforcer les coalitions existantes d'OSC de la SRMNEA au niveau national s'avèrera crucial afin d'appuyer le GFF et assurer un engagement réussi de la société civile en son sein. Dans les pays où de multiples coalitions d'OSC de la SRMNEA coexistent, ou dans lesquels d'autres coalitions pertinentes sont actives (comme celles se concentrant sur la nutrition), il est envisagé que les coalitions collaboreront étroitement afin de faciliter la communication et l'harmonisation. A mesure que les Dossiers d'Investissement nationaux seront opérationnalisés, les coalitions des OSC serviront de sources en matière de partenaires de mise en œuvre. Elles feront également figures de sources essentielles d'assistance technique pour les gouvernements, et cela, lorsqu'une expertise ou des compétences particulières se révéleront nécessaires. Les coalitions d'OSC permettront d'améliorer les flux d'information à partir des OSC et des citoyens vers les représentants des OSC au sein de la Plateforme Nationale, le Groupe de Coordination mondiale des OSC et vers les représentants du Groupe des Investisseurs. Les coalitions d'OSC peuvent aussi agir en tant que partenaires importants pour la mobilisation de ressources et l'apport d'un soutien pour la mise en œuvre du Dossier d'Investissement. De plus, les coalitions peuvent représenter une ressource en matière d'OSC aux compétences requises pour appuyer le GFF dans la collecte de données et dans le suivi de la mise en œuvre du Dossier d'Investissement, élargissant ainsi la portée de ces efforts, particulièrement dans les communautés difficiles d'accès, et fournissant une évaluation indépendante des progrès réalisés.

L'une des valeurs ajoutée de la société civile concerne le rôle qu'elle peut jouer dans le renforcement de la redevabilité, dans la fourniture d'un suivi indépendant des engagements, des indicateurs et des flux financiers, lorsque cela est possible, et cela, afin de mesurer l'efficacité de la mise en œuvre des principes et des objectifs du GFF au niveau national, sous-national et communautaire et de produire un mécanisme intégrant systématiquement les voix des citoyens aux processus de redevabilité et de prise de décision.

Des efforts seront menés pour garantir que les parties prenantes de la société civile, disposant d'une expertise sur les questions (ex : santé et droits reproductifs et sexuels, incluant la planification familiale ; la nutrition ; l'enregistrement et les statistiques de l'état civil) et sur les populations (ex : adolescents, communautés dans des contextes fragiles) traditionnellement négligées et sous-financées fassent parties des processus du GFF – participant ainsi aux consultations, à la planification, à la mise en œuvre, à la surveillance, et à la documentation des résultats. Une attention particulière sera également portée à l'engagement des OSC locales, des OSC de petites tailles et des OSC représentant des groupes de population marginalisés (cf. Encadré 3). En outre, la société civile s'attachera à aligner les activités et les mécanismes du GFF avec les activités complémentaires existantes ou en évolution, comme l'UHC2030, le Fonds Mondial, Gavi et le SUN, et cela, afin de ne pas créer de processus parallèles.

Tableau 1. Rôles et Responsabilités de la Société Civile pour Soutenir l'Engagement de la Société Civile

Rôles	Objectifs	Responsabilités
Représentants des OSC au sein du Groupe des Investisseurs (GI)	<p>Sous-objectif 2 (Coalitions d'OSC)</p> <p>Gouvernance mondiale du GFF ; soutien et liens entre gouvernance mondiale et les Coalitions d'OSC</p>	<p>Tous les deux ans, deux représentants des OSC sont sélectionnés pour le GI. À la suite d'un processus ouvert d'appels à candidatures, ils sont élus par les représentants des OSC au sein du conseil d'administration du PSMNE ainsi que par les représentants actuels de la société civile auprès du GI. Les représentants des OSC doivent être membres ou être en lien avec les réseaux plus larges de la société civile et les communautés.¹⁵ Les deux représentants élus de la société civile (ainsi que leurs suppléants) sont chargés de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participer aux fonctions générales du GI, représentant les diverses voix de la société civile. • Assurer et soutenir un engagement significatif de la société civile dans les processus du GFF, y compris à travers une consultation plus étendue avec la société civile. • Mener des consultations régulières et communiquer avec les OSC à travers une participation à des réunions et à des appels téléphoniques du Groupe mondial de Coordination des OSC ; le partage et la demande d'information pertinente et des rétroactions via courriel à travers le Groupe mondial de Coordination des OSC ; les séminaires en ligne organisés pour la société civile avant et après les réunions du GI ; et, à travers d'autres type de concertations de la société civile, le cas échéant. • Renforcer la communication et la transparence autour du processus du GFF pour assurer que toutes les parties prenantes de la société civile intéressées sont informées. • Promouvoir et faciliter un alignement avec les efforts d'engagement de la société civile dans d'autres initiatives et mécanismes de financement pertinents au niveau mondial (par ex. Gavi, le Fonds mondial, SUN et UHC2030). • Effectuer des appels réguliers avec le Secrétariat du GFF pour aborder les défis et les opportunités inhérents au renforcement de l'engagement de la société civile au sein du GFF.
Groupe de Coordination mondial des OSC	<p>Sous-objectif 2 (Coalitions d'OSC)</p> <p>Coordination, communication et renforcement des capacités pour les OSC</p>	<p>Le Groupe mondial de Coordination des OSC (hébergé par PSMNE – cf. <i>les Rôles et responsabilités des partenaires GFF</i>, ci-dessous) réunit un large éventail OSC aux niveaux mondial, régional et national afin de favoriser et d'appuyer la participation de la société civile au sein du GFF, et cela, à tous les niveaux. Toutes les OSC sont invitées à rejoindre le Groupe de Coordination mondiale des OSC. Les principaux rôles et responsabilités qui incomberont à ce groupe sont :¹⁶</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les représentants des OSC auprès du GI et, fournir une plateforme pour leur permettre de renforcer l'engagement des OSC et d'améliorer la communication (une communication et une rétroaction bidirectionnelles). • Promouvoir la mise en œuvre efficace des Standards Minimums des Plateformes Nationales (énoncés dans l'Annexe 1 de la <i>Note d'Orientation du GFF sur les Plateformes Nationales</i>).¹⁷

¹⁵ PSMNE. [Call for Applications : The GFF Civil Society Investors Group Representatives](#). Aout 2016.

¹⁶ Groupe de Coordination de la Société Civile pour le Mécanisme de Financement Mondial. [Terms of Reference](#) (DRAFT), février 2016 (*Actuellement en cours de révision*)

¹⁷ PSMNE, Chaque Femme Chaque Enfant, H6, GFF. Note d'Orientation : Plateformes Nationales Inclusives à Multiples Parties Prenantes en Soutien à Chaque Femme Chaque Enfant. Novembre 2017.

		<ul style="list-style-type: none"> • Élargir l'accès de la société civile aux informations portant sur le GFF et cela, en utilisant divers canaux de communication (par ex : séminaires en ligne, appels, documents écrits et outils, etc.). • Organiser ou soutenir des consultations avec un éventail d'OSC et de réseaux pour assurer une représentation adéquate de divers intérêts et perspectives, en plaçant un accent particulier sur les représentants de groupes marginalisés (par ex : les groupes de jeunes, les organisations communautaires). • Fournir des conseils, apporter un soutien technique et renforcer les capacités des OSC nationales, en incluant le Guide du GFF pour les OSC. • Mobiliser des ressources pour la coordination et la redevabilité de la société civile, et cela, à tous les niveaux. • Développer des plans de travail annuels chiffrés pour mettre en œuvre la stratégie d'engagement de la société civile. • Synthétiser les résultats de l'engagement des OSC dans les pays couverts par le GFF au minimum une fois par an, et soutenir les OSC pour améliorer le suivi et l'évaluation de leurs contributions au GFF. • Promouvoir et faciliter un alignement avec les efforts d'engagement de la société civile dans d'autres initiatives et mécanismes de financement pertinents au niveau mondial (par ex. Gavi, le Fonds mondial, SUN et UHC2030).
Points focaux pour les OSC, au niveau national	<p>Sous-objectif 2 (Coalitions d'OSC)</p> <p>Communication et Alignement parmi les OSC</p>	<p>La société civile au sein des pays membres du GFF choisira elle-même un point focal au niveau national pour participer au Groupe mondial de Coordination des OSC. Le Point Focal des OSC au niveau national devra participer de façon active, ou faire figure de chef de file, au sein d'une coalition existante d'OSC de la SRMNEA. L'engagement des points focaux au sein du Groupe de Coordination des OSC reflétera le rôle des représentants des OSC au sein du GI. Le point focal du pays :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participera au Groupe mondial de Coordination des OSC et assurera la liaison entre ce groupe et les efforts nationaux, en relayant l'information (par ex : sur les défis, les besoins, les opportunités, les progrès) entre le groupe mondial et les coalitions nationales de SRMNEA, et vice versa. • S'assurera que les besoins et les intérêts des OSC de son pays sont représentés sein du Groupe mondial des OSC, et cela, tout au long du continuum de la SRMNEA. <p>Le Point Focal du pays peut être (ou non) le même que le(s) représentant(s) des OSC au sein de la plateforme nationale.</p>
Représentants des OSC au sein des plateformes nationales a multiples parties prenantes en soutien à Chaque Femme Chaque Enfant	<p>Sous-objectif 1 (Plateformes nationales)</p> <p>Sous-objectif 2 (Coalitions des OSC)</p> <p>Apports techniques pour le développement, la mise en œuvre</p>	<p>Les plateformes nationales seront fondées sur les principes d'inclusion, de transparence et de redevabilité mutuelle et, lorsque cela est possible, elles s'appuieront sur les structures existantes. Les représentants des OSC (sélectionnés par la société civile) seront des membres actifs de la Plateforme Nationale, avec un éventail de responsabilités telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apporter une assistance technique ; • Représenter la voix des communautés et des OSC, et faire un rapport à la société civile et aux communautés ; • Soutenir les efforts déployés en matière de mobilisation des ressources ; • Contribuer au suivi et la redevabilité ;

	et le suivi des dossiers d'investissement & des stratégies de financement en santé ; communications avec les groupes d'OSC	<ul style="list-style-type: none"> Assurer le respect des Standards Minimums pour les Plateformes Nationales.¹⁸
Coalitions Nationales d'OSC de la SRMNEA ET OSC Individuelles	<p>Sous-objectif 2 (Coalitions des OSC)</p> <p>Sous objectif 3 (Redevabilité)</p> <p>Assistance technique, mise en œuvre, partage d'information, renforcement de la voix des communautés, plaidoyer politique, mobilisation des ressources, suivi, & redevabilité indépendante en matière de résultats</p>	<p>Les coalitions nationales de SRMNEA existantes seront renforcées, en plaçant un accent particulier sur l'inclusion des OSC locales et celles représentant des groupes marginalisés (par ex : les adolescents). Le renforcement de ces coalitions permettra de :</p> <ul style="list-style-type: none"> Aligner la société civile autour des objectifs de CFCE, du GFF et du Dossier d'Investissement national Veiller à la coordination avec les efforts d'engagement des OSC dans d'autres initiatives connexes, telles que Gavi, le Fonds mondial, SUN et UHC2030. Fournir une plateforme pour partager les informations du GFF, soutenir la planification du travail, une mise en œuvre et une budgétisation reflétant les besoins des communautés, le renforcement de la voix des communautés et, appuyer le suivi et la redevabilité. <p>La société civile jouera un rôle important pour combler les lacunes inhérentes au dispositif de redevabilité actuel du GFF, et cela, à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> Un suivi indépendant des engagements, des indicateurs et des flux financiers du GFF, lorsque cela est possible. Un suivi de la mise en œuvre des Standards Minimums au sein des Plateformes Nationales. Une collecte et une désagrégation des données au niveau infranational ; évaluation de la mise en œuvre des Dossiers d'Investissement, en particulier aux niveaux infranational et communautaire. Une vérification indépendante des résultats déclarés. L'engagement des communautés dans la redevabilité et les processus décisionnels, incluant les mécanismes citoyens de redevabilité sociale. Relier les données aux activités, lorsque la mise en œuvre connaît un retard.

¹⁸ PSMNE, Chaque Femme Chaque Enfant, H6, GFF. Note d'Orientation : Plateformes Nationales Inclusives à Multiples Parties Prenantes en Soutien à Chaque Femme Chaque Enfant. Novembre 2017.

2. Rôles et Responsabilités : les Gouvernements Nationaux

Dans le contexte des Plateformes Nationales, le leadership des gouvernements devrait capitaliser sur les différentes fonctions offertes par la société civile, et cela, au cours de l'élaboration des plans se concentrant sur les priorités du GFF, la mise en œuvre, la communication, la mobilisation de ressources et la redevabilité. Comme cela est enfoncé dans la Note d'Orientation sur les Plateformes Nationales, la Plateforme Nationale « joue un rôle central dans les processus menés au niveau national pour développer, mettre en œuvre et suivre les Dossiers d'Investissement nationaux de la SRMNEA ainsi que les stratégies de financement de la santé, et cela, de manière intégrée, ou étroitement alignée, avec les plans nationaux plus larges des pays »¹⁹

Tout en reconnaissant que le contexte de chaque pays est différent, plusieurs principes clés doivent faire parties de toutes les plateformes nationales, incluant :

- Le leadership du Ministère de la Santé ;
- L'engagement significatif d'un large éventail de parties prenantes intéressées ;
- L'inclusion, la transparence et la redevabilité.

(Cf. Encadré 5 pour plus d'informations sur les plateformes nationales et l'engagement des OSC dans des contextes fragiles). À ce titre, le leadership du gouvernement vise à assurer que plus d'un membre de la société civile participe à la plateforme chaque fois que cela est possible ; que les représentants des OSC sont sélectionnés par leurs pairs au sein de la société civile ; et, que la participation des jeunes et des représentants des autres communautés affectées est priorisée. Le leadership en matière de plateforme nationale garantira l'apport d'un soutien aux représentants de la société civile afin d'établir des mécanismes de consultation et de partage d'information avec un réseau plus élargi, avec l'accent particulièrement placé sur la participation des OSC communautaires et celles représentant des groupes marginalisés (cf. Encadré 4).²⁰ Enfin, pour assurer que cet engagement est significatif et utile, les gouvernements nationaux doivent garantir que les contributions de la société civile – à travers les représentants des plateformes nationales et/ou à travers des consultations plus larges avec les réseaux de la société civile – sont ouvertement reçues et actées, au même titre que celles des autres partenaires. Une communication ouverte sur la façon dont les contributions de la société civile sont valorisées permettra de renforcer encore la transparence et la redevabilité.

Encadré 5 : Plateformes Nationales & Engagement de la Société Civile dans les Contextes Fragiles

Comme cela est indiqué dans la Note d'Orientation sur les Plateformes Nationales, il est possible qu'il n'existe pas de Plateforme Nationale inclusive à multiples parties prenantes mais que la coordination soit assurée à travers des Pôles Santé qui comprennent les parties prenantes bilatérales et multilatérales, les représentants de la société civile ainsi que d'autres acteurs. Ces Pôles Santé peuvent être dirigés par les gouvernements, selon la situation. Les Pôles Santé devraient défendre les mêmes principes de transparence, d'inclusion et de redevabilité et, soutenir un engagement significatif de la société civile.

L'engagement de la société civile peut être un atout précieux dans des contextes fragiles, en raison du lien étroit entretenu par les OSC avec les populations, notamment dans les contextes où le gouvernement ne dispose pas d'une telle portée.

¹⁹ PSMNE, Chaque Femme Chaque Enfant, H6, GFF. Note d'Orientation : Plateformes Nationales Inclusives à Multiples Parties Prenantes en Soutien à Chaque Femme Chaque Enfant. Novembre 2017.

²⁰ PSMNE, Chaque Femme Chaque Enfant, H6, GFF. Note d'Orientation : Plateformes Nationales Inclusives à Multiples Parties Prenantes en Soutien à Chaque Femme Chaque Enfant. Novembre 2017.

Tableau 2. Rôles et Responsabilités des Gouvernements Nationaux pour Soutenir l'Engagement de la Société Civile

Rôles	But	Responsabilités
Ministère de la Santé ET Plateformes Nationales à multiples parties prenantes en soutien à CFCE		<p>La Plateforme Nationale, sous le leadership du Ministère de la Santé, s'attachera à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Incarner et implémenter les recommandations énoncées dans la Note d'Orientation sur les Plateformes Nationales, y compris les Standards Minimums, pour s'assurer que la société civile et les autres parties prenantes sont pleinement engagées. • Assurer une meilleure communication opportune ; la transparence des processus du GFF et créer des opportunités pour que la société civile participe à ces processus, comme les opportunités de consultation pour le développement de la feuille de route du Dossier d'Investissement et de la stratégie de financement de la santé (<i>cf. L'exemple du Mozambique dans la note d'orientation du GFF</i>) ; et, partager – et/ou poster sur un site public – les documents pertinents comme les comptes rendus de réunions, les Dossiers d'Investissement, les stratégies de financement de la santé, les cadres de résultats, les rapports d'avancement, les relevés de décaissements financiers, les mémorandums d'accord, etc. (<i>cf. Standards Minimums, Annexe 2, Note d'Orientation sur les Plateformes Nationales</i>) • Tirer parti, renforcer et utiliser les mécanismes et plateformes existantes, dans la mesure du possible, et veiller à l'alignement avec les initiatives et mécanismes de financement complémentaires (par ex. Gavi, le Fonds mondial et UHC2030)
Point focal de la plateforme du GFF	<p>Sous-objectif 1 (Plateformes Nationales)</p> <p>Sous-objectif 2 (Coalitions d'OSC)</p> <p>Coordination, communication</p>	<p>Chaque Plateforme Nationale identifiera un point focal qui servira de liaison entre la plateforme nationale et les autres parties intéressées, y compris la société civile. Chaque pays déterminera le cahier des charges spécifique à ce poste. Néanmoins, il inclura :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'apport d'un soutien au fonctionnement de la plateforme nationale afin d'assurer une gouvernance efficace ainsi que l'engagement de toutes les parties prenantes pour le développement et la mise en œuvre du Dossier d'Investissement et de la stratégie de financement en santé. • La facilitation du partage d'information, la communication et de la documentation des processus dans le pays • L'apport d'un soutien pour des financements complémentaires et cela, en mobilisant les partenaires financiers importants dans le pays.

3. Rôles et Responsabilités : les partenaires du GFF

Le Groupe des Investisseurs du GFF, le Comité du Fonds Fiduciaire, PSMNE, les partenaires des NU, PSMNE et les autres parties prenantes ont un rôle important à jouer en soutenant l'engagement de la société civile et en veillant à la disponibilité des ressources nécessaires à cet engagement, et cela, dans l'optique d'améliorer l'impact du GFF. Ce soutien implique l'apport d'un appui pour aider la société civile à s'organiser elle-même ; accroître la communication au sein de la société civile et, encourager l'adhésion afin que la société civile puisse à la fois être un défenseur efficace et un partenaire essentiel du GFF, et cela, au sein de ses processus ainsi que pour la réalisation de résultats. Le Secrétariat du GFF devrait prendre l'initiative de veiller à ce que les principes d'inclusion, de transparence et de redevabilité mutuelle du GFF sont opérationnalisés à tous les niveaux, et cela, tout en appuyant le Groupe des Investisseurs et les Plateformes Nationales.

Enfin, le PSMNE continuera à jouer un rôle important dans l'amélioration de la coordination, de la communication et de l'alignement entre les parties prenantes de la société civile, ainsi qu'entre la société civile et d'autres partenaires pertinents du GFF, en s'appuyant sur son vaste réseau de membres, et sur son rôle pivot dans la mise en œuvre de la Stratégie Mondiale pour la santé des femmes, des enfants et des adolescents. Il s'agira notamment d'identifier et d'exploiter les opportunités d'alignement avec les [objectifs stratégiques du PSMNE](#), en particulier ceux portant sur l'engagement et la redevabilité des pays.

Tableau 3. Rôles et Responsabilités des Partenaires du GFF pour Soutenir l'Engagement de la Société Civile

Rôles	But	Responsabilités
Groupe des Investisseurs du GFF et Comité du Fonds Fiduciaire	<p>Sous-objectif 1 (Plateformes Nationales)</p> <p>Sous-objectif 2 (Coalitions d'OSC) faciliter et appuyer l'engagement des OSC</p>	<p>Le Groupe des Investisseurs du GFF doit activement faciliter et soutenir l'engagement de la société civile à tous les niveaux du GFF, y compris dans la formulation de politiques. Les membres du Groupe des Investisseurs du GFF recevront un soutien pour participer à diverses réunions. En outre, un mécanisme de financement officiel sera créé et financé au niveau mondial afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> Soutenir l'engagement de la société civile au niveau national, incluant l'apport d'un appui pour les coalitions nationales d'OSC existantes de la SRMNEA ; les représentants de la société civile au sein des plateformes nationales ; et les consultations, la communication et le partage d'information pour améliorer la transparence et l'engagement parmi le groupe plus large des OSC de la SRMNEA
Donateurs (en dehors des structures formelles du GFF)	<p>Sous-objectif 2 (Coalitions d'OSC)</p> <p>Sous-objectif 3 (redevabilité)</p> <p>Financement pour des efforts indépendants en matière de redevabilité, de mobilisation des ressources, et de</p>	<p>Les donateurs bilatéraux et les fondations ont un rôle essentiel à jouer dans l'apport d'un soutien pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les efforts de redevabilité menés par la société civile en dehors des structures officielles du GFF afin d'assurer un examen indépendant et impartial des processus, des flux de ressources et des résultats. Les autres efforts, ainsi que les besoins, de la société civile susceptibles d'améliorer le GFF comme le plaidoyer et la mobilisation de ressources, le renforcement des capacités de la société civile. Les efforts pour aligner et harmoniser l'engagement de la société civile dans le GFF avec d'autres initiatives et mécanismes de financement (par ex. Gavi, le Fonds mondial, SUN et UHC2030)

	renforcement des capacités	
Secrétariat du GFF et Points Focaux nationaux	<p>Sous-objectif 1 (Plateformes Nationales)</p> <p>Sous-objectif 2 (Coalitions d'OSC)</p> <p>Orientations sur les Plateformes Nationales ; assistance technique pour les gouvernements nationaux ; organisateur aux niveaux national et mondial</p>	<p>Le Secrétariat du GFF s'attachera à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Finaliser et diffuser la Note d'Orientations sur les Plateformes Nationales, incluant des Standards Minimum, afin de servir de document ressource pour une opérationnalisation réussie des Plateformes Nationales, et cela, en tirant parti des contributions précieuses des parties prenantes, y compris la société civile. • Fournir des conseils et une assistance technique aux gouvernements nationaux nécessitant un appui pour la mise en œuvre de Standards Minimum. • Organiser des appels réguliers (par ex : trimestriels) avec les représentants de la société civile au sein du GI afin de relever les défis rencontrés et saisir les occasions pour le renforcement de l'engagement de la société civile au sein du GFF. • Renforcer les canaux de communication pour améliorer le partage de l'information sur les processus, les décisions et les résultats du GFF. • Le personnel du Secrétariat dispose d'un Point Focal pour chaque pays du GFF, qui fait office de personne-ressource en matière d'information et de rétroaction sur les processus inhérents au pays, ainsi que sur les possibilités d'engagement.
PSMNE	<p>Sous-objectif 1 (Plateformes Nationales)</p> <p>Sous objectif 2 (Coalitions d'OSC)</p> <p>Coordination, communication, alignement, apprentissage partagée, renforcement des capacités de la société civile</p>	<p>Le PSMNE soutiendra la coordination, la communication et l'alignement de la société civile, notamment en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutenant la sélection des représentants de la société civile au sein du GI par les groupes d'OSC et les représentants du Conseil ; • Accueillant et en soutenant le Groupe de Coordination mondiale des OSC ; • Soutenant la coordination et le renforcement des capacités de la société civile au niveau national • Soutenant l'engagement d'un large groupe dans CFCE et du GFF dans le pays pour un éventail de groupes, notamment la société civile. • Appuyant la coordination et le renforcement des capacités de la société civile et des Plateformes Nationales au niveau national dans les pays sélectionnés, et cela, conformément à l'objectif stratégique 1 du PSMNE axé sur l'engagement des pays par le biais de plateformes multipartites. • Soutenant la coordination et l'alignement des efforts de suivi et de redevabilité des comptes du GFF par l'intermédiaire du Cadre de Redevabilité Unifié et cela, dans le cadre de la Stratégie Mondiale qui place l'engagement de la société civile au cœur de dans ses efforts.

Résultats attendus : À quoi ressemble le succès

La participation significative de la société civile dans les activités du GFF aux niveaux mondial, national et infranational peut aider les pays à atteindre leurs objectifs en soutenant la mise en œuvre des Dossiers d'investissement — en particulier pour atteindre les communautés les plus marginalisées — en veillant à l'obligation de résultats et en appuyant les efforts pour mobiliser des ressources additionnelles pour le GFF (voir Encadré 3).

De nombreux exemples illustrent la manière dont la société civile a contribué à obtenir des résultats tangibles dans le cadre de la SRMNEA (voir Annexe 3). Ces exemples, couplés à l'expérience tirée d'autres initiatives et mécanismes de financement mondiaux comme le Fonds mondial, Gavi et SUN, montre que **la participation de la société civile et des communautés à la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes, ainsi que dans le plaidoyer et la gouvernance conduit à²¹** :

Programmes et services répondant aux besoins de la communauté

Cibler les communautés les plus vulnérables et les plus difficiles à atteindre

- ✓ Accroître la demande des communautés pour les services de santé
- ✓ Prise de décision fondée sur les données probantes
- ✓ Un suivi, une analyse des données et une redevabilité renforcés
- ✓ De meilleures politiques contribuant à un environnement propice à l'élargissement de la portée des interventions et des innovations fondées sur les données probantes.
- ✓ Augmentation des ressources nationales et internationales pour les programmes, les initiatives et les services
- ✓ Meilleurs résultats dans le domaine de la santé

Contribuer à l'appropriation par la société civile et la communauté de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des interventions du GFF garantira leur investissement dans les résultats.

Conclusion

Les ODD définissent une vision large pour l'avenir et, les femmes, les enfants et les adolescents doivent être au cœur des efforts déployés pour réaliser cette vision. Le GFF joue un rôle crucial dans le financement des ODD en soutien à l'objectif de santé (ODD 3) et, plus particulièrement, en soutien à la Stratégie Mondiale. La société civile s'engage à veiller que les financements appuient des interventions essentielles fondées sur des données probantes et, qu'elles atteignent les communautés les plus vulnérables et les plus marginalisées, et cela, avec pérennité et un impact à long terme. L'engagement de la société civile au sein du GFF est primordial pour atteindre les objectifs communs visant à accélérer les progrès réalisés en matière de santé des femmes, des enfants et des adolescents, en particulier pour les plus pauvres et les plus vulnérables.

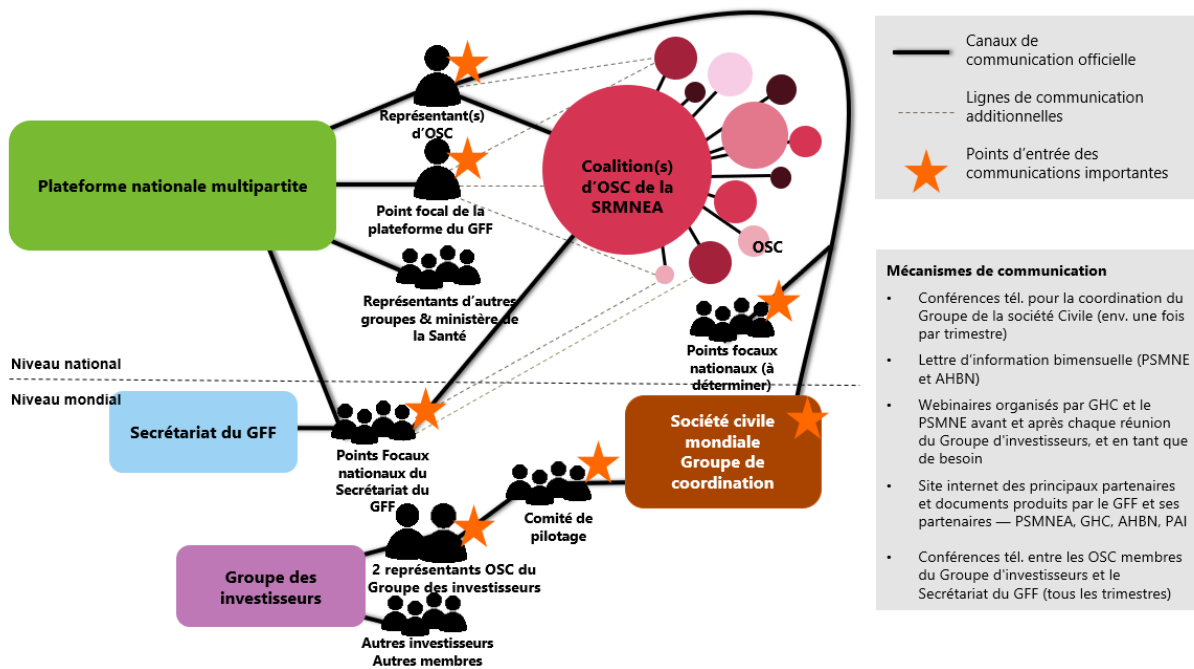
Avec cette stratégie, la société civile est disposée à contribuer au renforcement des processus et des résultats mondiaux et nationaux, et cela, notamment à travers une planification, une mise en œuvre et une redevabilité renforcées. Et, avec un engagement significatif de la société civile en tant que partenaire au sein de ces processus, la société civile interviendra également pour appuyer le GFF dans les domaines du plaidoyer et de la communication, avec des champions, ainsi que pour soutenir la

²¹ Baran C, Messerschmidt L, et O'Connor M. The Global Forum on MSM & HIV (MSMGF), 2017. Independent Multi-country Review of Community Engagement in Grant Making and Implementation Processes: Lessons Learned, Key Principals, and Ways Forward
Le Fonds mondial. Novembre 2016. How We Engage: Stories of effective community engagement on AIDS, tuberculosis, and malaria
Blanchard, C. Scaling Up Nutrition. Accountability for Nutrition: The key role of civil society. Décembre 2015.

mobilisation des ressources. Les rôles et les responsabilités concrets décrits dans cette stratégie assureront une participation solide et significative de la société civile au sein du GFF, et cela, à tous les niveaux. La société civile et toutes les parties prenantes du GFF doivent s'engager pour sa mettre en œuvre.

Annexe 1 : Canaux de Communication & Points d'entrée pour les OSC au sein du GFF

Le schéma ci-dessous fournit un aperçu des canaux de communication et des sources d'information importants pour la société civile dans le cadre des processus et des structures du GFF, incluant les points d'entrée et de contacts pour les OSC cherchant à obtenir davantage d'information ou désirant participer. Pour plus d'informations, veuillez consulter la Liste de Lectures Recommandées ci-dessous ainsi que le [Guide de la Société Civile pour le GFF](#).



Annexe 2 : Ressources de la Société Civile pour le GFF : Liste de Lectures Recommandées

Cette stratégie ne décrit pas de manière exhaustive les structures et les processus GFF, les lacunes et les défis principaux, ou tous les enseignements tirés à ce jour. Pour plus d'informations, les ressources suivantes sont recommandées, en plus de la Stratégie d'Engagement de la Société Civile :

- GFF. [Plan d'Affaires du GFF](#), Banque Mondiale. Juin 2015.
- PSMNE, Chaque Femme Chaque Enfant, H6, GFF. Note d'Orientation : Plateformes Nationales Inclusives à Multiples Parties Prenantes en Soutien à Chaque Femme Chaque Enfant. Novembre 2017.
- Chaque Femme Chaque Enfant. [The Global Strategy for Women's, Children's and Adolescents Health: Survive, Thrive, Transform](#). Chaque Femme Chaque Enfant, Aout 2015.
- Dennis, S. [Civil Society Guide to the GFF](#). PAI, octobre 2016.
- Groupe de Coordination de la Société Civile pour le Mécanisme de Financement Mondial. [Terms of Reference](#) (DRAFT). Février 2016. (*Actuellement en cours de révision*)
- Hurd S, Wilson R and Cody A. [Civil Society Engagement in the Global Financing Facility: Analysis and Recommendations](#). Global Health Visions and Catalysts for Change. Février 2016.
- Hurd S, and Dia M. [Addendum to Civil Society Engagement in the GFF](#), Février 2016 Report. Global Health Visions. Janvier 2017.

Annexe 3 : Exemples des Contributions de la Société Civile à la SRMNEA

En s'appuyant sur les fonctions principales des OSC décrites dans l'Encadré 2 de la Stratégie, une série d'exemples illustratifs (non exhaustifs) est présentée ci-dessous afin de montrer la façon dont la société civile opérationnalise ces rôles pour la réalisation de résultats tangibles pour la SRMNEA.

- ✓ **Plaidoyer : Mobiliser les ressources et insuffler un changement politique**
 - **Exemple** : En Zambie, l'Association pour la Planification Familiale de la Zambie et le Centre pour la Santé Reproductive et l'Éducation ont travaillé avec le gouvernement pour rétablir une ligne budgétaire pour les fournitures de santé reproductive, avec une part importante des revenus générés localement.²²

- ✓ **Suivi et Redevabilité : Assurer la redevabilité des dirigeants pour des résultats**
 - **Exemple** : L'Alliance du Ruban Blanc en Ouganda a collaboré avec des sages-femmes locales, des agents de santé du district et des membres de la communauté pour évaluer les services de santé afin de cerner les lacunes en matière de services, de fournitures et de personnel de santé. Ensuite, elle a collaboré avec des représentants du gouvernement pour répondre aux lacunes et aux défis identifiés dans le cadre des évaluations – ces réponses incluent la formation et le déploiement d'agents de santé supplémentaires, l'amélioration de la disponibilité des produits vitaux et, la résolution des lacunes existants en matière d'infrastructure.²³

- ✓ **Élever la Voix des Populations Affectées : Veiller à ce que les politiques et les programmes reflètent les besoins et les priorités des communautés locales**
 - **Exemple** : En Ouganda, le réseau des OSC MACIS soutient une chaîne d'information – du local au national – en faveur de la vaccination, et cela, en collaborant avec des bénévoles de santé communautaire pour qu'ils recueillent des données et élaborent un rapport axé sur les lacunes existante en matière de vaccination, les besoins en matière de personnel de santé et les problèmes d'approvisionnement, et cela, afin d'informer le travail de planification et d'élaboration des politiques des agents de santé de districts et de ceux œuvrant au niveau national.²⁴

- ✓ **Mise en œuvre : Améliorer les résultats de santé en introduisant et en étendant les solutions innovatrices qui atteignent les plus vulnérables**
 - **Exemple** : Au Liberia, le Ministère de la Santé s'est récemment associé à Plan International Liberia pour renforcer son expertise et ses compétences en matière de distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée pour prévenir le paludisme parmi plus de 930,000 foyers, y compris les foyers les plus difficiles d'accès.²⁵
 - **Exemple** : La Fédération pour la Planification Familiale du Nigeria a piloté le programme ClusterPLUS dans l'État d'Oyo, en collaboration avec les autorités locales et les communautés,

²² Kyongo, Brian and Amos Mwale cited in Couture, Taryn and Suzanna Dennis. [Towards A Common Framework for Measuring Government Spending on Family Planning](#). Washington, DC : PAI, Juillet 2014.

²³ White Ribbon Alliance. [Preventing Maternal and Newborn Deaths: Prioritizing Emergency Obstetric and Newborn Care in Uganda](#). 2015.

²⁴ Catholic Relief Services. [Completing the Chain : Bridging the Gap Between Policymakers and Communities](#). Gavi CSO Constituency, Juin 2015.

²⁵ Plan International. [Amid Liberia's Ebola Crisis: Mass Mosquito Net Distribution to Prevent the Spread of Malaria](#). 2015.

pour mettre en œuvre un modèle innovant de prestation de services qui a considérablement amélioré l'adoption de la planification familiale et l'utilisation des services de santé sexuelle et reproductive, et cela, avec un accent placé sur les plus pauvres et sur ceux qui ne pourraient autrement se permettre une contraception.²⁶

- **Exemple** : À Bihar, en Inde, le Programme de Groupes d'Entraide pour les Femmes du Project Parivartan de Concern International a permis d'accroître l'adoption de comportements clés en matière de santé maternelle et infantile et sanitaire au sein de communautés marginalisées, et cela, grâce à une approche novatrice en matière d'éducation sanitaire, d'autonomisation des femmes et de soutien micro-financier.²⁷

✓ **Recherche & Analyse des données : Mener des services et des programmes efficaces**

- **Exemple** : En Tanzanie, Population Council a collaboré avec les Commissions de lutte contre le SIDA de la Tanzanie et de Zanzibar et l'UNICEF pour analyser les données issues de trois enquêtes nationales importantes et, pour élaborer un rapport complet sur la situation des adolescents en Tanzanie, et cela, avec des recommandations pour informer les politiques ainsi que le suivi et l'évaluation dans tous les secteurs.²⁸

✓ **Assistance Technique : Appuyer les décideurs dans la mise en œuvre de politiques et de programmes en fonction des meilleures données disponibles**

- **Exemple** : Au Ghana, PATH a collaboré avec le Service de Santé du Ghana pour capitaliser sur les données issues de la recherche locale et mondiale, fournir une assistance technique aux principaux décideurs et, organiser un groupe de travail technique à multiples parties prenantes pour développer une stratégie nationale de prévention des hémorragies post-partum.²⁹

²⁶ International Planned Parenthood Federation. [Changing Lives in Nigeria](#). Consultée le 17 janvier 2017.

²⁷ Mehrotra, P., Saggurti, N., Porwal, A., (2015). *Community mobilization project (Parivartan) for improving family health behaviors in Bihar: Midterm Evaluation*. New Delhi, Inde : Population Council.

Project Concern International. [Parivartan Project : Mobilizing Communities for Maternal and Child Health and Sanitation](#). Consultée le 18 janvier 2017.

²⁸ Population Council, Tanzania Commission for AIDS (TACAIDS), Zanzibar AIDS Commission (ZAC), and UNICEF Tanzania. 2015. [The Adolescent Experience In-Depth : Using Data to Identify and Reach the Most Vulnerable Young People, Tanzania 2009-2012](#). Dar es Salaam : Population Council, TACAIDS, ZAC et UNICEF Tanzanie.

²⁹ PATH. [Saving Mothers' Lives by Preventing Post-Partum Hemorrhage in Ghana](#). Décembre 2014.